

place. C'est la plus grande entreprise de formation technique qui ait été lancée dans le monde occidental depuis longtemps.

Il me semble qu'il n'est guère besoin de rappeler certaines observations qui ont été formulées en cette enceinte pendant le présent débat pour donner plus de poids encore à l'accusation que j'ai portée selon laquelle la langue parlée ici est si mauvaise qu'on n'y comprend presque plus rien. Je voudrais relever à ce sujet un éditorial paru dans le *Journal d'Ottawa*, livraison du 13 décembre, où l'auteur traite de ce problème ou plutôt d'un de ses aspects. Cet éditorial, qui s'intitule «La tyrannie des mots», se lit en partie comme il suit:

Il y a quelques années, on a écrit un livre sur «La tyrannie des mots».

Cet ouvrage nous revient à l'esprit lorsque nous lisons, dans le *Star* de Toronto, que le sénateur Wallace McCutcheon, désigné récemment par le gouvernement pour faire des recommandations sur l'adoption du rapport Glassco, est devenu un «tsar économique».

Le nom de «tsar», que portaient les empereurs russes, désigne un César, quelqu'un dont la volonté est suprême, qui est au-dessus de la loi, qui est tout-puissant, qui n'a d'obligations qu'envers lui-même.

Est-ce bien ce qu'est devenu le sénateur McCutcheon?

L'article de fond répond à cette question: «Bien entendu, ce n'est pas tout à fait le cas, puisque le sénateur McCutcheon est obligé de présenter toutes ses propositions au cabinet». Je poursuis la citation:

En réalité, notre vocabulaire politique est devenu tissé de mots et d'expressions qui sont complètement vides de sens, qui ne conservent que de vagues vestiges européens.

Un exemple: un article de la dernière livraison de la revue *Maclean's* explique comment le parti conservateur a une «droite», une «gauche», et un «centre». C'est tout à fait ridicule. On peut parler de la gauche, de la droite ou du centre pour l'activité politique en Italie, en France ou en Allemagne. Mais c'est du pur charabia que d'appliquer ces termes à la politique du Canada ou à l'un de nos partis.

Voici la fin de l'article en question:

On a déjà assez de mal, en mettant les choses au mieux, à se retrouver dans la jungle actuelle de la politique canadienne sans qu'il soit nécessaire d'embrouiller les choses davantage par des expressions et des termes étrangers. Cela déroge à la clarté et, parfois, à l'honnêteté.

Voilà l'argument que je veux faire valoir aujourd'hui. Re commençons à examiner les affaires du pays en nous en tenant aux faits, ne considérons pas la prospérité comme un malheur, ne confondons pas progrès et régression, ne formulons pas de déclarations insensées comme celle qu'a fait entendre le député de Rosedale, d'après qui le ministre des affaires économiques d'Ontario a pris en main les fonctions de ministre fédéral du Commerce. Ces remarques étourdies et irréflechies

[M. Jones.]

n'aident pas à élever le niveau de la discussion au Parlement. Voilà ce que je voulais signaler. Pendant le reste de la législature j'espère que nous pourrons recommencer à étudier les affaires du pays d'une manière dont nous pourrons être fiers et qui rendra la population canadienne fière de nous.

(Texte)

M. Marcoux: Je remercie les libéraux qui ont applaudi lorsque je me suis levé.

Monsieur le président, lorsque, tout à l'heure, j'ai signalé que les créditistes n'avaient pas eu la parole depuis ce matin, je ne voulais pas laisser entendre que les autres députés avaient parlé trop longtemps. Je voulais tout simplement indiquer que nous nous croyions justifiés de prendre part à ce débat, et le discours de l'honorable député de Winnipeg-Nord (M. Orlikow) m'incite à le faire de plus en plus.

L'honorable député a fait une grande sortie sur l'enseignement de la doctrine communiste au Canada. On peut avoir différents points de vue sur le sujet, mais à mon avis c'est la liberté de parole que l'on reconnaît aux citoyens canadiens qui lui a précisément permis de faire cette affirmation.

Cependant, je suis d'opinion que des raisonnements du genre de ceux qu'il a fait aujourd'hui ne peuvent que nous mener précisément à cet état de police auquel il craint que le système actuel puisse nous mener à plus ou moins brève échéance. Je lui ferai remarquer, en passant, que la Russie n'est pas administrée par un gouvernement communiste, mais bien un gouvernement socialiste. On désigne la Russie comme étant «l'Union des républiques socialistes soviétiques».

Ce matin même, comme la plupart d'entre vous, j'ai reçu une lettre du parti communiste canadien dans laquelle on demande au premier ministre de s'affirmer ouvertement contre les armes nucléaires. Ils ont droit de le faire, cependant, je suis d'avis qu'ils ne peuvent accuser personne de suspecter l'infiltration communiste, par exemple, lorsqu'ils disent que certaines organisations communistes sont en faveur du désarmement nucléaire.

Je ne crois pas qu'on puisse nier ces faits car ils sont véridiques. C'est pourquoi, lorsqu'on parle d'infiltration communiste, lorsqu'on parle de subversion des idées, il nous est absolument important d'avoir une définition précise de ce mot afin que l'on puisse délimiter ce qui est de la subversion et ce qui n'en est pas.

Je ne dirai pas que ce que le parti communiste constitue de la subversion, mais je crois qu'il y a lieu de soupçonner le parti